

question du jour

Pourquoi les institutions gardent-elles le silence sur les violences sexuelles ?

Examinée la semaine dernière par le tribunal correctionnel de Paris, l'affaire Denis Baupin, ancien vice-président (EELV) de l'Assemblée nationale, a mis en évidence la difficulté pour les femmes agressées sexuellement à prendre la parole. Dans les partis politiques, mais aussi dans les associations, dans les syndicats ou en entreprise, le poids de l'institution décourage les femmes de parler.



Marilyn Baldeck

Déléguée générale de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT)

(Photo : Delphine Vaisset)

Pourquoi les femmes ne sont-elles pas entendues ?

Marilyn Baldeck : Tout d'abord, il faut réfuter l'idée que les femmes ne disent rien. Dans l'affaire Baupin, par exemple, elles n'ont pas cessé de parler mais elles n'ont pas été entendues. L'une des raisons tient au fait qu'elles ne disent pas : « J'ai été victime d'une agression sexuelle ou de harcèlement sexuel. » Elles ne parlent pas comme le code pénal. Au contraire, elles euphémisent, elles sont dans la périphérie. Pourtant, avec un peu d'écoute, ce qu'elles racontent est très clair.

Un autre aspect du problème est qu'elles ne savent pas toujours, loin de là, que les faits subis relèvent du code pénal. Ce qui n'est pas surprenant, puisqu'elles n'arrêtaient pas d'entendre que les avances lourdes ne sont pas si graves, qu'elles font partie de la culture d'entreprise, du syndicat ou du parti. Elles n'imaginent donc pas que tous ces comportements puissent faire l'objet de sanctions.

Dans l'association que je dirige, nous constatons que ce type de discours sexiste reste très en vogue dans tous les milieux professionnels, associations, partis politiques ou start-up. Dans ce type d'entreprises, par exemple, règne souvent

une forme de culture libertaire où il est facile de confondre liberté et violence. On peut donc dire que, partout, on insuffle aux femmes l'idée que se soumettre, faire le dos rond face à des comportements misogynes, sexistes, voire violents fait partie d'une culture partagée.

Certaines sont réticentes à se voir comme des victimes...

M. B. : Oui, l'idée qu'il faut accepter la liberté des hommes à importuner est défendue par certaines femmes. Mais il s'agit alors de femmes puissantes, comme l'a montré il y a quelques mois la publication d'une tribune signée, entre autres, par Catherine Deneuve. Il n'est en effet pas possible pour ces femmes, qui se sont construites sur l'idée qu'il ne pouvait rien leur arriver, qu'elles étaient fortes et combatives, de se dire victimes.

Il est vrai aussi que, dans tous les procès, il y a toujours des femmes qui témoignent en faveur du harceleur. Être sous l'aile du dominant est plus confortable ; s'opposer à celui qui a le pouvoir de rompre le contrat de travail est objectivement plus compliqué.

Est-ce que les partis politiques, parce qu'ils sont des lieux de pouvoir, constituent des milieux différents des autres ?

M. B. : Il n'y a pas de différence de nature, mais l'intensité des problèmes y est supérieure à ce qui se passe ailleurs. Un parti politique est intrinsèquement une machine à faire taire. Il ne faut pas fragiliser son image, pas faire perdre l'élection. Il ne faut pas entacher la crédibilité, l'honorabilité de la personne sur qui repose potentiellement la victoire électorale ou la capacité de négocier.

Cela a incontestablement joué dans l'affaire Baupin. Il était l'expert nucléaire d'Europe Écologie-Les Verts. Le mettre en cause, c'était pour le parti, de fait, renoncer à porter un axe politique majeur.

Le collectif impose alors à chacun de mettre un mouchoir sur ses problèmes ?

M. B. : Au nom de valeurs supérieures de ce combat partagé, chacun ravale sa souffrance personnelle et se tait. Mais ce n'est pas le propre de la politique. On constate exactement le même phénomène dans le milieu associatif.

« Partout, on insuffle aux femmes l'idée que se soumettre, faire le dos rond face à des comportements misogynes, sexistes, voire violents fait partie d'une culture partagée. »

Prenons l'exemple d'une association qui générerait un centre d'hébergement d'urgence. Il serait très difficile d'y dénoncer des situations de harcèlement sexuel ou moral car cela conduirait à nuire à la réputation de l'association, donc à la priver de subventions, et, du coup, à pénaliser le public bénéficiaire. Le conflit de loyauté est

alors énorme pour la victime ! Les salariés du secteur associatif sont donc plus vulnérables et plus susceptibles de garder le silence que les autres parce qu'ils sont tenus par une conscience politique qui les empêche de saboter le travail de l'association.

Autre exemple, j'accompagne en ce moment des femmes qui dénoncent des violences au sein d'une centrale syndicale. L'une d'entre elles, salariée du syndicat, a décidé d'attaquer son employeur devant le conseil des prud'hommes. C'est un acte proprement héroïque. Dans ce genre de structures, le fait de porter plainte n'arrive quasiment jamais : on préfère laver son linge sale en famille, pour ne pas entacher l'image du syndicat et pour ne pas nuire à la lutte. Alors même que cela ferait beaucoup de bien de clarifier ces situations.

Comment en sortir ?

M. B. : Il faudrait intégrer la question du consentement à l'éducation sexuelle entre les garçons et les filles. Aujourd'hui encore, les femmes gardent l'idée que dire « non » à un homme est violent pour lui. Elles mettent en place toute une stratégie d'évitement pour éviter de se retrouver dans cette situation, en faisant comprendre qu'elles ne sont pas disponibles, pas intéressées, etc. Bref, elles sont, encore une fois, dans la périphérie.

C'est très frappant dans les dossiers que l'on traite. Nous appelons ça les « refus diplomatiques ». Le problème est que les hommes profitent du fait que le refus n'a pas été exprimé de manière directe pour s'en servir comme argument de défense.

Les hommes, de leur côté, doivent comprendre qu'ils ont tous un rôle à jouer. Les compagnons, par exemple, doivent épauler les femmes victimes. Les collègues peuvent montrer qu'ils ne sont pas complices du système, en commençant par ne pas entretenir de climat sexiste au sein de l'entreprise.

Recueilli par Emmanuelle Lucas